

La citation du mois

« [...] Il y a plus de 40 ans, nous avons entrepris de négocier l'adhésion de la Turquie lorsque ce pays serait complètement démocratique, disposerait d'une économie ouverte et respecterait les droits de l'humain et l'état de droit.

Refuser l'adhésion de la Turquie reviendrait alors à nous tenir à l'écart de tout scénario sérieux sur la scène internationale.

Nous refuserions un pays qui est une puissance régionale de taille, un membre de l'Otan important et un carrefour d'activités crucial. Nous serions accusés de briser nos chances, plutôt que de les construire, d'établir un lien avec le monde islamique [...] ».

Extrait de la tribune de Chris Patten, ancien commissaire européen aux affaires extérieures, publiée le 30 novembre 2009 dans *Le Figaro* sous le titre « Pour une vraie politique étrangère de l'UE ».

À la une

Entretien de Carl Bildt, ministre des Affaires étrangères suédois, au quotidien *Le Monde* (daté du mercredi 23 décembre)

Dans un entretien annoncé en une du quotidien *Le Monde*, Carl Bildt, le chef de la diplomatie de la Suède qui occupait jusque fin décembre 2009 la présidence tournante de l'Union européenne (UE), se livre à un plaidoyer en faveur de l'adhésion de la Turquie à l'UE.

L'entretien s'inscrit dans un contexte particulier : l'annonce la veille, le lundi 21 décembre de l'ouverture d'un nouveau chapitre thématique, cette fois-ci environnemental.

Il s'agit du 12e chapitre sur la liste des 35 qui jalonnent les pourparlers d'adhésion engagés depuis 2005 par la Turquie. « Nous démontrons que le processus en vue d'une possible adhésion se poursuit », indique-t-il, rajoutant que « le processus turc de réformes [...] va clairement de l'avant ». « Je suis notamment impressionné par ce que les dirigeants d'Ankara appellent "l'initiative démocratique" en cours et qui vise, notamment à aborder la question kurde », souligne-t-il.

Sur les clivages qui traversent l'Europe et la divisent en camps anti- et pro-adhésion turque, Carl Bildt est partisan de « laisser se dérouler le débat », espérant qu'il aille « vraiment au fond des choses ». Interrogé sur l'opposition d'une partie des opinions européennes, Carl Bildt rappelle que depuis « la naissance du Marché commun, tout élargissement a été contesté à un moment ou à un autre [...] » : « c'est la volonté et un véritable leadership politiques qui peuvent emporter les opinions ».



Carl Bildt, Ministre des Affaires étrangères suédois
Photo: Pawel Flato ©

Actualités

Le processus d'adhésion à l'Union européenne

AFP, 21 décembre 2009

La Turquie fait un petit pas de plus vers l'Union européenne

L'agence de presse AFP annonce l'ouverture du 12ème chapitre des négociations en vue de l'adhésion de la Turquie à l'UE. Il s'agit cette fois-ci d'un chapitre portant sur l'environnement : « *Les représentants des 27 pays de l'UE ont décidé d'ouvrir un douzième "chapitre" thématique sur la liste des 35 qui jalonnent les laborieux pourparlers d'adhésion engagés en octobre 2005 avec la Turquie* ».

L'AFP souligne néanmoins que le chemin sera long pour la Turquie : « *L'horizon reste bouché pour ce pays, en raison de la lenteur des réformes en Turquie mais aussi de l'opposition de certains pays à son entrée* ».

LES ECHOS, 22 décembre 2009

Adhésion à l'Europe : Ankara poursuit son chemin à grand peine

Le journal souligne la lenteur des négociations d'adhésion : « *Jamais un pays n'a gravi aussi lentement les échelons qui le menaient à l'Europe* » et présente ensuite les 4 obstacles sur lesquels buterait le processus d'adhésion :

- le refus d'Ankara d'ouvrir ses ports et aéroports aux Chypriotes grecs
- la position du président Sarkozy
- les menaces de Chypre sur cinq autres chapitres
- la décision de l'UE d'accorder l'entrée sur son territoire sans visa aux ressortissants monténégrins, serbes ou macédoniens (faveur refusée aux Turcs).

La Turquie, puissance régionale

LE FIGARO, lundi, 7 décembre 2009

Obama attend beaucoup de la visite d'Erdogan

Le journal couvre la visite du premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan, à la Maison-Blanche et prédit des « *discussions [...] aussi denses que délicates* » en rappelant que « *le président américain attend beaucoup de son allié turc* ».

Selon le quotidien, la Turquie a une stature de puissance régionale du fait de sa « *position d'influence voire de médiateur vis-à-vis du Moyen-Orient et de l'Asie du Sud* ».

Toutefois, malgré de sérieux atouts, les relations avec les Etats-Unis restent compliquées : « *Alors que les Américains se préparent à un retrait de leurs troupes, pour lequel ils auront grand besoin des facilités militaires de la Turquie, celle-ci veut aussi mettre en avant sa capacité de médiation politique en Irak grâce à ses bons contacts chez les Kurdes irakiens comme chez les sunnites et les chiïtes. Un atout auquel le président Obama devrait être sensible. Les Américains paraissent en revanche beaucoup moins convaincus par les propositions de médiation d'Ankara sur le dossier iranien.* »

Energie

L'EXPANSION, janvier 2010

Le Match des futurs gazoducs européens

Le mensuel économique dresse une liste des avantages des deux projets de pipelines concurrents dont l'enjeu est l'approvisionnement énergétique de l'Europe sans passer par l'Ukraine : Nabucco et South Stream. Concernant Nabucco, copiloté par la Turquie, le journal rappelle qu'avec ce projet, l'Europe aurait un accès direct aux gisements azerbaidjanais, turkmènes et irakiens, et pourrait « *en partie court-circuiter l'énergéticien russe Gazprom* ».

Dossier du mois: la question kurde

Décryptage

Avec plus de 20 articles publiés en l'espace de 15 jours à peine (8-22 décembre), l'actualité entourant le Parti pour une société démocratique (DTP, pro-kurde) s'est ostensiblement invitée dans les colonnes de la presse française. Au-delà du sort du parti, c'est bien l'avenir de la politique d'ouverture, timide mais inédite, mise en place cet été par le gouvernement islamo-conservateur de Recep Tayyip Erdogan vis-à-vis de la communauté kurde qui inquiète réellement la presse française, et à travers elle, les opinions publiques.

En 15 jours, le traitement de l'information a foncièrement évolué : de pronostics alarmistes, il a viré aux constats d'une impasse qui mine véritablement la politique de dialogue engagée en octobre par le gouvernement Erdogan avec les représentants de la communauté kurde.

Sélection d'articles

LE MONDE, 10 décembre 2009, p.10

Progressivement, Istanbul autorise la langue et la culture kurdes à sortir de la clandestinité

Alors que certains observateurs s'inquiètent de l'issue du procès du DTP, le quotidien tire le bilan des avancées de la politique d'ouverture du gouvernement Erdogan vis-à-vis de la communauté kurde :

- « La langue kurde sort de la clandestinité après avoir été longtemps niée et interdite en public. »

- « La détente amorcée par le gouvernement sur les droits culturels et linguistiques des Kurdes met fin à plusieurs décennies de négation. [...] Aujourd'hui, [l'] identité propre [de la culture kurde] est reconnue, sa pratique autorisée jusqu'au parloir des prisons. Une chaîne de télévision étatique, TRT 6, diffuse en kurde depuis janvier. La libéralisation complète des ondes est prévue en 2010. Le changement est spectaculaire. »

LIBERATION, 12 décembre 2009, p.8

Le principal parti prokurde dissous en Turquie

Au lendemain de la dissolution du DTP par la Cour constitutionnelle, le quotidien fait un état des lieux des tensions dans le pays, évoquant le « *sérieux coup [donné] à l'ouverture kurde* » lancée par le Premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan. » et redoutant une reprise des affrontements : « *Beaucoup craignent maintenant une reprise des violences dans le sud-est du pays à majorité kurde* ». Le quotidien cite ensuite le journaliste Kadri Gursel : « *Le gouvernement essaie de résoudre le problème kurde sans les Kurdes. L'AKP s'est lancé dans cette ouverture sans consulter et demander le soutien des partis de l'opposition et de l'opinion publique* ».

LE FIGARO, mardi, 15 décembre 2009, p. 10

Les députés kurdes démissionnent du Parlement turc

Le quotidien constate un « *climat de surenchère nationaliste* » : « *Devlet Bahçeli, le leader du parti d'extrême droite (MHP), s'est livré, devant des milliers de supporters chauffés à blanc, à une attaque en règle contre les initiatives du gouvernement en faveur de la minorité kurde, les qualifiant de « projet dévastateur » pour l'unité du pays* »

LE MONDE, lundi, 21 décembre 2009, p. 7

En Turquie, les Kurdes choisissent l'apaisement

Le quotidien esquisse les scénarios de l'après DTP. Il informe de la décision de 19 députés kurdes de poursuivre leur lutte sur le terrain politique et annonce la création du nouveau parti BDP sur les cendres du DTP : « *Après une semaine de division et d'hésitation, cette décision de maintenir une présence au Parlement Turc a été salué comme une "victoire des colombes sur les faucons" au sein du parti, les Kurdes les plus radicaux soutenant l'idée d'une démission collective et donc d'un retour à la lutte clandestine* ».